

OPINION'EYE

BY "opinionway



PAR THÉO PONCHEL,
CHARGÉ D'ÉTUDES
OPINION & POLITIQUE

PRECEDENTS NUMEROS

[Numéro 6](#)

[Numéro 5](#)

[Numéro 4](#)

[Tous les numéros](#)

LES FRANÇAIS ET LEUR POLICE : UNE CRISE DE CONFIANCE ?

Pour la deuxième fois en 2020, la France connaît un débat concernant les méthodes et le fonctionnement de la police. En juin, le meurtre de George Floyd par des policiers aux États-Unis avait soulevé un mouvement mondial. La France n'y avait pas échappé et le ministre de l'Intérieur de l'époque, Christophe Castaner, avait pris des mesures encadrant l'action des policiers.

Cette fois-ci, l'émotion est née de l'agression de Michel Zecler, un producteur de musique, par une patrouille de policiers le 21 novembre dernier à Paris, au moment même où le projet de loi "Sécurité globale" était en discussion au Parlement.

La concomitance de ces deux événements a débouché sur une crise politique au sujet de l'article 24 du projet de loi. Celui-ci, le plus contesté du texte, prévoit l'interdiction de la diffusion d'images ou d'éléments permettant d'identifier des agents des forces de l'ordre en opération. L'affaire Michel Zecler ayant précisément été révélée grâce à des vidéos, plusieurs organisations politiques et syndicales ont depuis réclamé le retrait de l'article 24, dont elles disent qu'il rendrait illégal un moyen important de rendre compte du travail de la police.

Quel impact ces affaires récentes ont-elles sur l'opinion des Français sur l'action des forces de l'ordre ?

Un sujet qui coupe la société en deux ?

La contestation des méthodes et de l'organisation de la police est marquée par deux questionnements.

D'une part, le traitement par les policiers des personnes lors de contrôles ou d'arrestations, notamment issues des minorités. Ce questionnement se fonde sur la récurrence d'affaires depuis plusieurs années : la mort de Zyed et Bouna en 2005, la mort d'Adama Traoré en 2016, l'affaire Théo en 2017 ou encore la mort de Cédric Chauviat en 2020.

D'autre part, les méthodes de maintien de l'ordre, les récents mouvements sociaux d'ampleur ayant souvent débouché sur des épisodes d'affrontement entre manifestants et forces de l'ordre. En particulier pendant la mobilisation des Gilets jaunes, mais également durant les manifestations contre la Loi Travail en 2016, de la COP21 ou lors des grèves contre le projet de réforme des retraites en fin d'année dernière, de nombreux manifestants et agents des forces de l'ordre ont été blessés, parfois gravement.

De façon schématique, deux positions s'opposent dans le débat public, bien qu'elles n'aient pas un soutien équivalent :

- Celle de l'existence au sein de la police de pratiques discriminatoires et violentes, que les services d'inspection internes ne sont pas capables de juguler ou de sanctionner.
- Celle mettant en avant la dureté accrue des métiers de police, sur lesquels des fautes ou des dérives isolées ne sauraient jeter la méfiance.

Une confiance fluctuante mais toujours haute

Grâce aux mesures du Baromètre de la Confiance en politique réalisé par OpinionWay pour le CEVIPOF chaque année, nous disposons d'un suivi annuel de la confiance des Français envers la police.

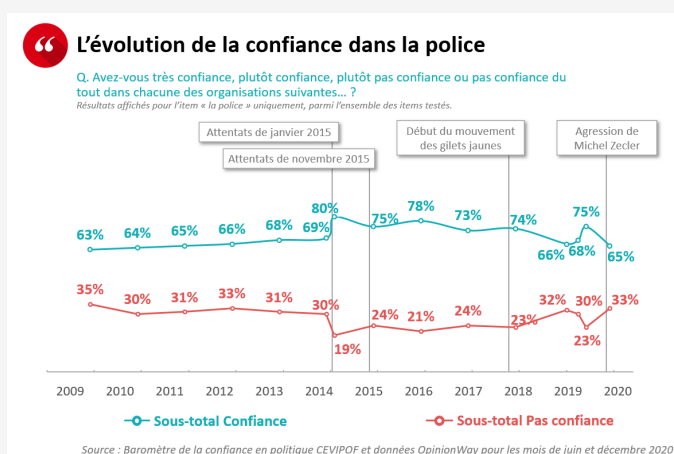
Depuis 2009, on observe ainsi que la confiance dans la police s'est toujours maintenue à un niveau haut au cours de la dernière décennie : toujours plus de 6 Français sur 10 font confiance à la police.

Cette confiance a toutefois fluctué en fonction des événements, souvent dramatiques, auxquels les agents ont été confrontés. A la suite des actions menées et des pertes tragiques subies par les policiers durant les attentats de janvier 2015 en Île-de-France, la confiance des Français a atteint son maximum (80%). Au contraire, en février 2020, après des mois de mobilisation des Gilets jaunes et un nouveau mouvement social contre la réforme des retraites émaillé d'incidents, cette confiance est retombée à 66%, perdant tout le bénéfice acquis en 2015 au moment des attentats de Charlie et du Bataclan. A l'inverse, en juin 2020, à l'issue du premier confinement et en plein débat public sur la réalité des violences policières en France en écho au mouvement social secouant les États-Unis, cette confiance retrouvait son niveau de fin 2018, effaçant la chute enregistrée début 2020. 75% des Français déclaraient ainsi avoir confiance dans la police, dont 20% déclarant avoir *très confiance*. Moins d'un quart des Français déclarait alors ne pas avoir confiance dans la police (23%).

Mesurée de nouveau cette semaine, "à chaud" après les images du tabassage de Michel Zecler, la confiance dans la police est de nouveau impactée de plein fouet par cette affaire. 65% des Français ont confiance dans la police, soit 10 points de moins qu'en juin, et 33% déclarent ne pas avoir confiance (10 points de plus). Notre indicateur de confiance retombe à son niveau de début 2020, le plus bas enregistré depuis 2011. On note toutefois que malgré cette baisse, la confiance des Français dans la police reste plus élevée que celle dont jouit la Justice (46% seulement).

Dans le détail, les Français les plus jeunes affichent la confiance la plus faible dans la police. En avril 2020, 57% des personnes âgées de moins de 35 ans avaient confiance en la police. Cette confiance a connu un rebond important en juin, s'établissant alors à 70%. Toutefois, dans la séquence actuelle, cette confiance s'est nettement dégradée, pour retomber à 52% des jeunes âgés de moins de 35 ans.

Près d'un Français sur deux estimait cependant en juin dernier que les policiers traitent leurs concitoyens de façon différente selon leur identité. Se joignant aux critiques sur les méthodes différentes des policiers entre les banlieues et les beaux quartiers, presque une moitié des Français considérait que les policiers ne traitent pas les Français de la même façon selon leur lieu d'habitation (49%) ou selon leur couleur de peau (48%).



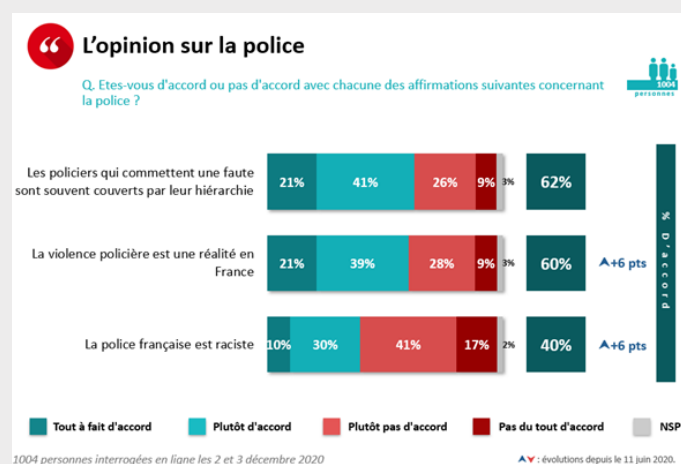
En juin 2020, des dérives violentes déjà pointées

A plusieurs reprises, le Président de la République s'est ému et a réfuté les accusations de violences proférées contre les policiers, et en particulier le terme de "violences policières". Toutefois, dans une étude réalisée par OpinionWay le 11 juin 2020, il apparaissait que ces prises de position ne convainquaient pas une majorité de l'opinion.

Dès juin 2020, une courte majorité des Français affichait son désaccord sur ce point avec le Président : 54% d'entre eux considéraient que la violence policière est une réalité en France. Les traces du mouvement des Gilets jaunes sont encore visibles : en juin 2020, 76% des soutiens de ce mouvement partageaient ce point de vue.

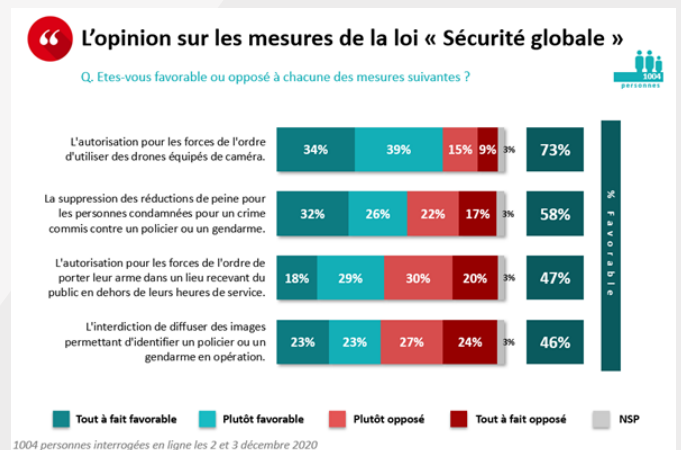
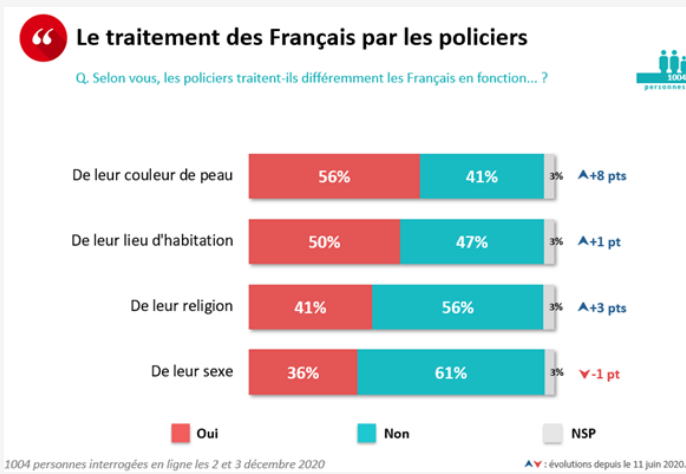
En revanche, l'existence d'un racisme structurel dans la police était rejeté par l'opinion. 64% des Français exprimaient ainsi leur désaccord avec l'affirmation selon laquelle la police en elle-même serait raciste, 34% déclarant au contraire être d'accord avec cette idée.

Au-delà de la perception globale de la police, l'affaire Michel Zecler semble avoir sédimenté certains reproches faits aux policiers. Dans une mesure réalisée par OpinionWay auprès de 1004 Français les 2 et 3 décembre 2020, 60% des Français déclarent désormais que la violence policière est une réalité en France, soit 6 points de plus qu'en juin. Si elle reste minoritaire, la conception que la police est raciste progresse également. 40% des Français sont d'accord avec cette affirmation, soit 6 points de plus qu'en juin. Les opinions en la matière restent toutefois modérées : seulement 10% se déclarent *tout à fait d'accord*. S'ils ne considèrent pas en majorité que la police est raciste, les Français estiment toujours que certains de nos concitoyens ne bénéficient pas du même traitement de la part des policiers. Ils sont même désormais une majorité à considérer que les policiers ne traitent pas les gens de la même façon selon leur couleur de peau (56%, +8 points depuis juin).



La progression de ces constats indique que sous le feu des critiques actuelles, la thèse de dérives individuelles est moins crédible aux yeux d'une partie des Français, qui sont plus nombreux à voir des failles dans l'organisation et dans les méthodes de la police, menant à une forme d'impunité. Précisément, 62% des Français jugent que les policiers qui commettent une faute sont souvent couverts par leur hiérarchie.

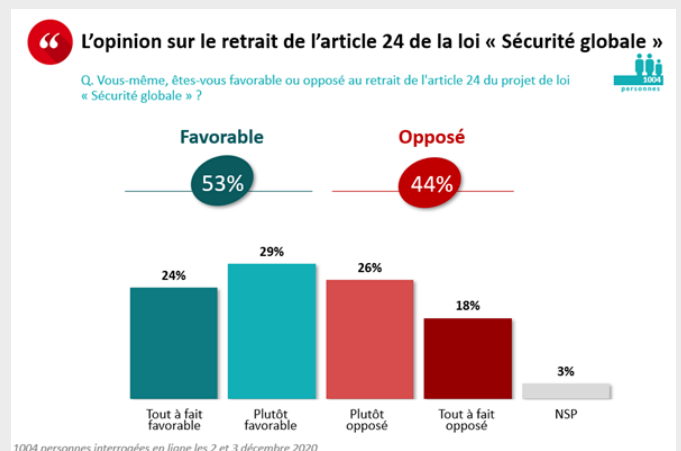
Après deux semaines de crise et une journée de mobilisation nationale le 28 novembre, cet article divise aujourd'hui l'opinion publique : une courte majorité des Français se déclare opposée aux dispositions de l'article 24 du projet de loi "Sécurité globale" (51%). 24% des Français s'y disent *tout à fait opposé*, mais une proportion égale de nos concitoyens déclare y être *tout à fait favorable* (24%). La discordance suscitée par ce texte en fait désormais une cible : 53% des Français souhaitent qu'il soit retiré, contre 44% se positionnant pour son maintien.



L'article 24, un point sensible de la loi "Sécurité globale"

L'agression de Michel Zecler a trouvé d'autant plus d'écho dans l'opinion publique qu'elle a coïncidé avec le passage devant le Parlement du projet de loi "Sécurité globale", porté par le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin. Ce projet de loi vise entre autres à mieux équiper et protéger les agents des forces de l'ordre.

Concrètement, l'article 24 du projet de loi tel que présenté initialement prévoyait l'interdiction de la diffusion d'images permettant d'identifier des agents des forces de l'ordre en opération. En tant que tel, cet article avait déjà suscité de vives inquiétudes, certaines organisations politiques et syndicales y voyant une restriction de la liberté d'information. L'affaire Michel Zecler ayant précisément éclaté par la révélation de vidéos contredisant la version des policiers mis en cause, le tollé était inévitable, débouchant sur une crise politique.



Malgré les critiques concernant l'article 24, d'autres mesures contenues dans le projet de loi "Sécurité globale" sont fortement soutenues par les Français :

- 73% sont favorables à l'autorisation pour les forces de l'ordre d'utiliser des drones équipés de caméra, disposition contenue dans l'article 22 ;
- 58% sont favorables à la suppression des réductions de peine pour les personnes condamnées pour des crimes commis contre un policier ou un gendarme, disposition contenue dans l'article 23 ;

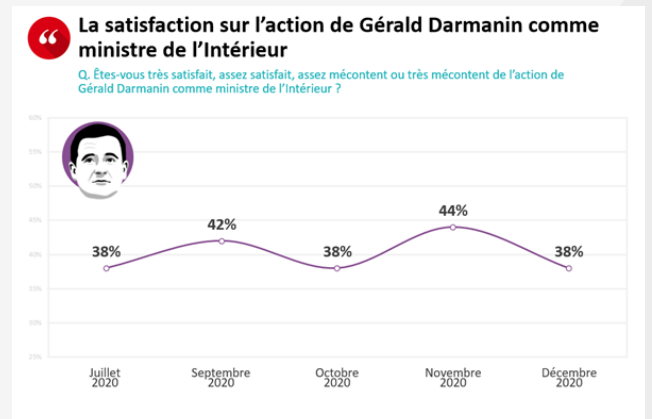
L'opinion se montre en revanche plus réservée concernant l'article 25, qui dispose qu'en dehors de leurs heures de service, les agents des forces de l'ordre peuvent porter leur arme dans un lieu recevant du public. 47% sont favorables à cette mesure, contre 50% qui y sont opposés.

La satisfaction à l'égard de Gérard Darmanin comme Ministre de l'Intérieur en recul dans sa propre famille politique

Cette séquence n'a pas été indolore pour la popularité du ministre de l'Intérieur. A la mi-novembre, 44% des Français se déclaraient satisfaits de l'action de Gérard Darmanin. Quinze jours de crise plus tard, ils ne sont plus que 38%.

De façon remarquable, c'est principalement auprès des sympathisants de LREM et de droite que la baisse est la plus forte. A la mi-novembre, 87% des sympathisants de LREM étaient satisfaits de l'action du ministre, tout comme 67% des sympathisants de droite.

Trois semaines plus tard, 64% des sympathisants LREM et 54% des sympathisants de droite renouvellent ce soutien (respectivement -23 et -13 points). Les sympathisants de gauche ont toujours quant à eux un jugement aussi négatif : à la mi-novembre comme aujourd'hui, 30% seulement sont satisfaits de l'action de Gérard Darmanin.



La séquence actuelle montre l'attachement des Français à leur police. Malgré une critique soutenue et des images choquantes, les forces de l'ordre jouissent toujours de la confiance d'une large partie de la population. De plus, les mesures visant à étendre leurs moyens d'action et leur protection sont largement approuvées, à l'exception du cas spécifique de l'article 24.

Pour autant, de plus en plus de nos concitoyens perçoivent trois dangers qui pourraient mettre à mal cette confiance : des méthodes excessivement violentes, une différence de traitement des Français selon l'apparence de chacun, et des défaillances récurrentes dans le traitement des fautes commises par certains policiers. Ne pas répondre à ces inquiétudes reviendrait à prendre le risque d'amplifier les doutes émis vis-à-vis de l'action des forces de l'ordre.

Théo Ponchel

Chargé d'études

Département Opinion et Politique d'OpinionWay

tponchel@opinion-way.com

Accédez aux annexes de cette analyse
en cliquant sur le lien ci-dessous !



CE QU'IL FAUT RETENIR

65% des Français déclarent avoir confiance dans la police en décembre 2020, soit 10 points de moins qu'en juin

60% des Français considèrent que les violences policières sont une réalité en France

56% des Français estiment que les policiers traitent différemment les Français selon leur couleur de peau

51% des Français sont opposés aux dispositions de l'article 24 du projet de loi « Sécurité globale »

53% des Français sont favorables à son retrait

A PROPOS DU GROUPE OPINIONWAY

Créé en mars 2000, pionnier de la digitalisation des études, OpinionWay innove dans les études Marketing et d'Opinion et développe l'agilité dans les modes d'approches (panels en ligne, communautés digitales, hybridation des données et Social Media Intelligence).

Né en France et capable d'intervenir sur les cinq continents, OpinionWay a des implantations au Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), en Europe de l'Est (Pologne) et en Afrique Subsaharienne (Côte d'Ivoire). Le Groupe intervient dans la compréhension des publics, des marchés, des marques ; dans la recherche de produits et de services, pour des clients se développant en France comme à l'international auprès de cibles BtoB et BtoC.

OpinionWay est membre actif d'Esomar, certifié depuis 2009 ISO 20252 par l'AFNOR et membre de CroissancePlus.

CONTACT

Olivia AUGIS – Responsable Communication
oaugis@opinion-way.com - 01 81 81 83 05
opinion-way.com

“opinionway”